

COMMUNIQUE 22/03/2019

EN REPONSE AUX PROPOS ET AGISSEMENTS DU GOUVERNEMENT

Monsieur le Président et Mesdames Messieurs les membres du gouvernement,

Nous découvrons jour après jour les propos que vous tenez à l'assemblée nationale ou, quand vous vous mettez en scène sur divers médias.

Nous sommes effarés de découvrir dans quel entêtement et aveuglement vous vous maintenez semaine après semaine.

Vous faites grand étalage des violences et dégradations qui ont eu lieu le samedi 16 Mars 2019 comme si vous teniez là encore une nouvelle possibilité de discréditer vos concitoyens mécontents.

Nous regrettons bien évidemment certains débordements violents et dégradants, mais surtout et avant tout les victimes collatérales innocentes des événements dommageables survenus.

Vous considérez tous les citoyens rassemblés dans l'opposition à votre vision commerciale du monde comme des terroristes ou des assassins. Vous poussez même jusqu'à dire que tous les citoyens présents sur les lieux de manifestation sont complices des débordements survenus... Alors que, dans le même temps, vous annoncez avoir commis des erreurs dans la chaîne de commandement... ??? Auriez-vous décidé de laisser faire volontairement pour pouvoir encore une fois tendre un piège de communiquant aguerri ??

Vous faites semaine après semaine des annonces absurdes où les libertés individuelles semblent désormais le moindre de vos soucis, vous en arrivez même à en appeler l'armée pour protéger des bâtiments pour les prochains actes.... Bref, vous ne recherchez nullement l'apaisement et une solution à une sortie de crise qui serait appréciée par tous...

Non, vous semblez vous jouer de tout cela et être dans des manœuvres de diversions... Les français n'ont sans doute pas eu le temps de comprendre que vous faisiez voter une loi scélérate et de haute trahison envers la nation le matin même du 16 mars par 45 de vos plus fidèles serviteurs et dévoués députés. L'embrassement de la plus belle avenue du monde a sans nul doute bien masqué cet acte de trahison que vous avez mené à l'encontre du peuple de France. Est-il possible que des textes de lois soient votés par seulement 45 députés et 27 voix favorables ?? Apparemment oui, votre système fonctionne bien.

Vous limogez des hauts fonctionnaires de l'état ou des fonctionnaires de police qui selon vos dires n'ont pas respectés les consignes de répressions aberrantes données depuis des semaines ? Nous pensons qu'ils avaient toute votre confiance et méritaient d'être glorifiés ...

Les hommes et femmes de France au service de l'état sous vos commandements semblent donc bien peu de choses eux aussi... Il vous faut donc maintenant appeler l'armée ? Pour être sûr d'être pleinement obéis ? On continue le décompte des fonctionnaires de police qui se sont donnés la mort depuis le 1^{er} Janvier 2019 ? Ils n'ont pas été tués par des « Gilets Jaunes », ils se sont donnés la mort parce que à bout, fatigués de la vie, opprésés par des situations personnelles compliquées sans nul doute ou, peut être sous pression de leur hiérarchie...

Nous considérons que le peuple de France subi un véritable coup d'état organisé contre notre pays, contre notre République par un président fantoche élu avec 24 % des suffrages exprimés.

Quand les manigances depuis plusieurs décennies permettent à une élite d'imposer aux citoyens le choix du "moins pire" au second tour de chaque élection présidentielle en ignorant la masse majoritaire qui ne se reconnaît en aucun parti ou homme et femme politique présenté.

Quand les dispositions européennes vont à l'encontre des principes de protection des nations en permettant aux lobbies financiers de financer vos sièges dorés... Pour une institution qui aujourd'hui impose un dictat sur ses peuples...

Quand certains de vos amis peuvent être à l'abri de poursuites judiciaires alors qu'une mère de famille sur un rond-point qui revendique son droit à vivre dignement est considérée comme une terroriste et perçoit comme rétribution de son attachement aux valeurs de la république, des gaz toxiques et des coups de matraques.

Quand aujourd'hui la condition pour siéger au conseil constitutionnel semble être un casier judiciaire bien fourni... Mesdames, Messieurs les élus, les citoyens de France et du monde ne sont plus dupes.

Des cercles de pouvoirs et d'influences ésotériques ont aujourd'hui infiltré les institutions et vous y êtes attachés pour vos propres intérêts.

Nous vous avons alertés à plusieurs reprises via des communiqués et lettres ouvertes que la colère allait se transformer en haine et vous avez fait la sourde oreille à nos appels à la responsabilité. Vous êtes prisonniers de ceux qui vous financent... Laisser donc le peuple vous aider à nous délivrer de cette véritable prise d'otage.

Nous vous rappelons ici une fois de plus les 3 revendications principales que nous avons tenté de vous présenter à plusieurs reprises via la CNDP que vous avez choisi de torpiller pour imposer votre campagne de communication/propagande appelée le grand débat national... Également via le Ministre de la Transition Ecologique rencontré en date du 27/11/2018 puis, de nouveau, via le CESE, qui a d'ailleurs rendu son avis le 13/03/2019 rendant encore plus légitime nos alertes. Cependant vous réussissiez à ne surtout pas rencontrer des citoyens qui venaient vous présenter des propositions de sortie de crise.

- Une baisse significative des taxes sur les produits et services de première nécessité ; des produits sains ou certifiés bios, des produits à matières recyclées et enfin des produits français, **afin de parer à l'urgence de retrouver du pouvoir d'achat** favorisant aussi une consommation saine et locale. Mesure compensée par un rééquilibrage fiscal (recouvrement important dû aux fraudes et applications de taxations sur des profils aux revenus colossaux et exonérés jusqu'à lors) **mesure qui doit être associée à la mise en place d'un organe de contrôle indépendant et composé en partie de citoyens tirés au sort le quel aurait pour rôle de veiller à ce que les tarifs de ces produits ne soient pas injustement augmentés.**
- La mise en place du RIC – Referendum d'Initiative Citoyenne en toute matière, pour une **participation à la vie politique et à la prise de décisions qui nous concernent.** Pour une assurance de l'implication sincère des élus dans l'exercice de leur fonction et d'une application de mesures plus équitables.
- Une baisse des salaires, rentes, privilèges des élus et hauts-fonctionnaires **pour une économie nécessaire et une garantie des motivations devant aller uniquement dans le sens de l'intérêt des citoyens et de la nation.** Il est bien entendu qu'en matière de privilèges, celui d'exercer un mandat avec un casier non vierge est à abolir.

Nous vous avons fait, dans notre lettre ouverte, la proposition qu'un tiers digne de confiance puisse être nommé pour mener les discussions avec les citoyens sur leurs revendications... VOUS avez décidé de balayer tout cela d'un revers de la main et de vous entêter dans une gestion dictatoriale d'un grand débat de carnaval. Vous n'avez même pas la présence d'esprit de limiter les prix des carburants qui s'envolent à nouveau, pire, vous faites voter l'augmentation des tarifs réglementés...

Voilà maintenant, une bonne fois pour toute, comment nous envisageons la suite des événements :

- Le gouvernement accepte de mettre ces mesures en place pour répondre en partie à la crise sociale et démocratique que nous traversons,
- Le gouvernement accepte la demande du collectif initié par DEMOCRATIE OUVERTE visant à créer une assemblée citoyenne tirée au sort pour la mise en place d'un référendum à plusieurs questions cruciales (sociales, climatiques, fiscales, démocratiques).

Alors maintenant ça suffit Monsieur le Président et membres de l'exécutif, Maintenant cela suffit Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs, arrêtez cette farce qui nous représente et œuvrez enfin pour le rétablissement d'une France fière et forte, respectueuse de ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Les droits de l'homme sont notre fondement, l'appel à la paix et le pacifisme, nos armes. Prenez conscience que cela devient une honte d'être Français pour tous et aux yeux du monde.

Maires, Sénateurs, Députés, Ministres, Policiers, Juges, arrêtez de répandre dans les rues le sang des citoyens sur l'ensemble du territoire national. Refusez d'être acteurs ou de cautionner par votre inaction la folie de cette caste dirigeante destructrice d'une nation toute entière. 20 policiers... 20 hommes et femmes. Et combien de nos agriculteurs, de sans domiciles fixes... ?

Nous ne lâcherons rien !

La France en Colère.

La France en colère

www.la-france-en-colere.fr

F A C E B O O K : [@lafranceencolere112018](https://www.facebook.com/lafranceencolere112018)